

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 09 MAI 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PROCÉDURE RECUEIL DES SIGNALEMENTS DE FAITS
OU ACTES RÉPRÉHENSIBLES**

L'an deux mille dix-neuf, le neuf du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Était excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PROCÉDURE RECUEIL DES SIGNALEMENTS DE FAITS OU ACTES RÉPRÉHENSIBLES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Un agent public (fonctionnaire ou contractuel) qui a personnellement connaissance de certains faits ou actes répréhensibles peut effectuer un signalement.

L'acte ou le fait visé doit concerner l'organisme qui l'emploie et constituer :

- un crime ou un délit,
- une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général (par exemple, en matière de santé publique, d'environnement, de sécurité des biens et des personnes, etc.),
- une violation grave et manifeste d'un engagement international ratifié ou approuvé par la France, d'une loi ou d'un décret.

L'agent peut signaler le fait ou l'acte à son supérieur hiérarchique, direct ou indirect, ou à un *référént alerte* désigné par son employeur. Si le destinataire de l'alerte ne donne aucune suite au signalement, l'agent peut porter les faits à la connaissance :

- du Procureur de la République,
- de l'autorité administrative compétente (Haute autorité pour la transparence de la vie publique, Agence française anticorruption, etc.),
- aux ordres professionnels.

Si aucun de ces destinataires ne donne suite dans les trois mois, l'agent public peut rendre l'information publique par le biais des médias, d'associations, d'ONG ou de syndicats. L'agent peut aussi choisir d'adresser son signalement au Défenseur des droits.

Certaines administrations sont tenues d'établir **une procédure de recueil des signalements** :

- les administrations de l'État,
- **les organismes publics d'au moins 50 agents,**
- les communes de plus de 10 000 habitants,
- les départements et les régions et leurs établissements publics,
- les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants,
- les autorités publiques indépendantes d'au moins 50 agents et les autorités administratives indépendantes.

La procédure précise notamment les conditions dans lesquelles l'agent :

- adresse son signalement,
- fournit les faits, informations ou documents de nature à étayer son signalement lorsqu'il dispose de tels éléments.

Elle précise également les dispositions prises par l'administration :

- pour informer l'agent de la réception de son signalement, du délai nécessaire à l'examen de sa recevabilité et des conditions dans lesquelles il est informé des suites données,
- pour garantir la confidentialité de l'auteur du signalement, des faits en cause et des personnes visées,
- pour détruire les éléments du dossier de signalement portant sur l'identité de l'auteur et des personnes visées lorsqu'aucune suite n'est donnée.

L'administration fait connaître la procédure de recueil des signalements aux agents par tout moyen (notification, affichage, publication, ...).

Le lanceur d'alerte est protégé par la loi contre toute sanction ou discrimination.

L'agent qui agit de mauvaise foi ou avec l'intention de nuire ou en ayant connaissance de l'exactitude au moins partielle des faits en cause peut faire l'objet :

- d'une sanction disciplinaire,
- d'une peine d'emprisonnement de 5 ans maximum et d'une amende de 45 000 € maximum.

Comme procédure de recueil de signalement interne au SEBA, il est proposé :

- la tenue d'un registre confidentiel par le directeur général des services, désigné comme *réfèrent alerte* au titre des lois et règlements concernés (sauf information contraire provenant du centre de gestion). Si ce dernier est partie prenante dans le signalement, le recueil de l'alerte sera opéré par le président. Si ce dernier est aussi partie prenante au dossier, l'agent lanceur d'alerte saisira directement M. le Procureur de la République.
- Les agents sont invités à faire usage de l'écrit, y compris par voie dématérialisée, auprès de la personne désignée ci-dessus, sous pli confidentiel scellé ou par mail sur la boîte aux lettres électronique créée à cet effet. L'agent auteur du signalement doit apporter au soutien de son signalement les faits, informations ou documents dont il dispose, susceptibles d'étayer et justifier son signalement. Il doit également indiquer les circonstances dans lesquelles il en a eu personnellement connaissance, notamment à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.
- L'agent auteur du signalement doit en outre mettre le destinataire du signalement en capacité d'échanger avec lui pour compléter son signalement. Un signalement anonyme n'est donc pas de nature à permettre de nourrir cet échange.
- NB : dans l'hypothèse où l'auteur d'un signalement acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit dans l'exercice de ses fonctions au sens de l'article 40 du code de procédure pénale, il est tenu d'en donner avis sans délai au Procureur de la République. Le signalement effectué auprès du réfèrent alerte n'a pas pour effet de transférer à ce réfèrent la responsabilité personnelle incombant à l'auteur du signalement dès lors que ce dernier a la certitude qu'il s'agit d'un crime ou d'un délit. Il permet de mettre en œuvre les mesures de protection adéquates.
- À la réception du signalement, le destinataire informe dans les meilleurs délais l'agent auteur du signalement de la bonne réception de son signalement et des garanties de confidentialité dont il bénéficie. Les garanties de confidentialité s'imposent à toutes les personnes chargées de la gestion du signalement qui interviennent au stade du recueil ou de son traitement. Les informations détenues par ces personnes sont limitées à ce qui est strictement nécessaire aux seuls besoins de la vérification ou du traitement du signalement. Il l'informe également du délai raisonnable prévisible au cours duquel il examinera la recevabilité de son signalement. Le délai raisonnable est fixé par le destinataire au regard de l'objet du signalement. Cet accusé de réception précise également à l'auteur du signalement les moyens d'information et les délais prévisibles par lesquels il sera informé des suites données à son signalement.
- Avant la fin du délai raisonnable, le destinataire du signalement informe l'auteur du signalement de sa recevabilité, de manière sécurisée afin de garantir la confidentialité de l'échange. Lorsque le signalement est recevable, le destinataire du signalement informe l'agent qui a fait le signalement, de sa recevabilité, des suites qui y seront données et des délais prévisibles du traitement. L'auteur de l'alerte est également informé en cas d'irrecevabilité du signalement. Il lui est fait part des motifs de cette irrecevabilité.

Cette procédure sera normalisée dans les différents règlements internes de la collectivité. D'ici là, elle sera notifiée aux agents par note de service de la présidence.

Le comité technique a donné un avis favorable sur cette procédure lors de sa réunion du 12 mars dernier.

Le bureau syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** la procédure de recueil de signalement interne au SEBA, telle qu'exposée ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL